

e 1994 (8)

# Washington fait son examen de conscience

*Après Paris et Bruxelles, le malaise gagne la classe politique américaine.*

WASHINGTON :

Jean-Jacques MEVEL

« *Qui était au courant ? A quel moment ?* » Quatre ans après le génocide, la classe politique américaine commence elle aussi à se poser la question. Avec le même sentiment de malaise qu'à Bruxelles et à Paris, les deux autres capitales où l'on savait que les couteaux s'aiguisaient au Rwanda, bien avant le début des massacres du printemps 1994.

« *La communauté internationale doit porter sa part de responsabilité dans cette tragédie, nous n'avons pas agi assez vite après les premières tueries.* » A Kigali, au milieu de sa tournée africaine, Bill Clinton a fait son mea culpa. Reste à savoir pourquoi les Etats-Unis ont fait si peu et surtout si tard. C'est la question qui sera posée le 5 mai prochain à une douzaine de témoins à la Chambre des Représentants.

« *Les Belges ont montré l'exemple avec leur commission d'enquête parlementaire. Les élus français cherchent également à savoir. C'est maintenant au tour des Américains.* » Cynthia McKinney est représentante démocrate de Géorgie. Elle est surtout l'inspiratrice de l'audition du 5 mai. Elle n'a aucun doute sur la « responsabilité américaine » dans le troisième génocide du siècle. Mais tenter d'y voir plus clair quatre ans plus tard est, dit-elle, presque aussi pénible que « *d'arracher des dents de sagesse à un patient récalcitrant* ».

Comme à Paris, l'examen de conscience commencera par la petite porte : l'audition d'une douzaine de témoins, pas une véritable commission d'enquête. Républicains comme démocrates, les ténors de la chambre répugnent à un exercice qui pourrait ternir la bonne image récente des Etats-Unis en Afrique centrale. Aucun des témoins cités n'occupait un poste clé au printemps 1994. Ce format subalterne dispense aussi le secrétaire d'Etat Madeleine Albright, à l'époque ambassadeur à l'ONU, d'avoir à expliquer le pourquoi et le comment de la passivité américaine.

L'essentiel est connu : lorsque le massacre débuta à grande échelle, les Etats-Unis prirent la décision délibérée de ne pas intervenir. L'administration Clinton était déjà empêtrée dans un débat, beaucoup plus bruyant, sur une éventuelle action militaire en Bosnie. Elle était surtout paralysée par le fiasco d'une autre opération de

maintien de la paix en Afrique : la Somalie, d'où les troupes américaines s'étaient retirées en 1993, après la mort de dix-huit hommes.

« *Au Rwanda nous avons peur de subir des pertes comme en Somalie*, dit aujourd'hui Morton Halperin, à l'époque l'un des responsables du Conseil national de sécurité à la Maison-Blanche. *Mais il y avait aussi une question d'argent : après la débâcle de Mogadiscio, le Congrès n'aurait probablement pas voté les crédits* » nécessaires à une nouvelle aventure en Afrique.

Le résultat, ce sera d'abord l'équivalent d'une entreprise de désinformation. Malgré l'accumulation des preuves et des témoignages, la Maison-Blanche refusera d'appeler les massacres par leur nom : génocide. Au Conseil de sécurité de l'ONU, les Etats-Unis s'opposent ensuite à l'envoi de tout corps expéditionnaire crédible au Rwanda. Le 21 avril, alors que les victimes se comptent déjà en dizaines, sinon en centaines de milliers, le « *directoire* » de l'ONU se met d'accord sur la création d'une force internationale de... 270 hommes.

## CNN n'y était pas

Au sein de l'administration, le Pentagone était le plus résolument hostile à tout engagement américain. Madeleine Albright, qui recevait des rapports inquiétants au siège de l'ONU, semble avoir au contraire tenté de convaincre la présidence. Mais, à la Maison-Blanche, le Rwanda n'intéressait personne et les caméras de CNN n'y étaient pas. « *Nous n'avons aucune idée de ce qui se passait*, dit Morton Halperin. *Et quand nous l'avons compris, il était beaucoup trop tard : la tuerie échappait déjà à tout contrôle.* »

Alison DesForges, responsable de Human Rights Watch, une association qui fut l'une des premières à sonner l'alarme, croit au contraire qu'une opération militaire internationale aurait pu sauver des vies : « *A la mi-avril, il était sûrement trop tard pour protéger les Tutsis de Kigali*, dit-elle. *Mais il était encore possible de sauver le centre et le sud du pays, gagné par le génocide seulement à la fin du mois.* »

Pour cette historienne, qui s'appête à publier une somme sur les massacres (\*), les Etats-Unis portent une responsabilité sûrement moins lourde que la France, dont plusieurs responsables soutenaient ouvertement le gouvernement de Kigali. Mais Washington n'échappe pas au reproche d'avoir froidement fermé les yeux sur la réalité du génocide.

J.-J. M.

(\*) *The Killing Campaign : the 1994 Genocide in Rwanda*, Yale University Press.

opée  
le Kigali »